

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2021/21315]

4 JUILLET 2021. — Loi portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — Économie

Chapitre unique. — *Mesure de compensation pour certains auteurs et artistes-interprètes ou exécutants afin de compenser la perte de revenus générés par les droits d'auteur et les droits voisins en raison de la pandémie de COVID-19*

Art. 2. § 1^{er}. Ce chapitre instaure un mécanisme de soutien dans le cadre de la pandémie de COVID-19 qui consiste en une mesure compensatoire sociale liées aux pertes de droits d'auteur et de droits voisins.

§ 2. Le budget total pour cette mesure compensatoire sociale est de 19 107 088 euros.

§ 3. Ce montant est financé par le budget de l'État.

Art. 3. Le mécanisme de soutien visé à l'article 2 vise à partiellement compenser la baisse de revenus générés par les droits d'auteur et les droits voisins afférents aux modes d'exploitation visés à l'article 6, subie par les auteurs et les artistes-interprètes ou exécutants à la suite de la pandémie de COVID-19.

Art. 4. Les bénéficiaires de cette mesure compensatoire sociale sont des personnes physiques ou des sociétés unipersonnelles.

Ces bénéficiaires doivent avoir leur domicile fiscal en Belgique.

Art. 5. La mesure compensatoire sociale visée à l'article 2 a pour objet de compenser les pertes de revenus intervenues durant les années 2020 et 2021 pour les bénéficiaires.

Par bénéficiaire, le montant maximum de la compensation sociale s'élevé à 10 000 euros par année de référence. Les montants de moins de 150 euros par année de référence ne sont pas payés.

Le montant total de la compensation sociale ne dépasse en tout cas jamais 70 % de la perte effective de revenus mobiliers générés par les droits d'auteur et les droits voisins pour les années 2020 et 2021.

Si une indemnité forfaitaire est accordée, le montant maximal est de 500 euros. Les montants inférieurs à 150 euros ne sont pas payés. L'alinéa précédent n'est pas applicable dans ce cas.

Art. 6. Seule la diminution des revenus en rapport avec les modes d'exploitation suivants est prise en considération:

- l'exécution publique;
- la représentation publique.

Le Roi peut préciser davantage ou compléter les modes d'exploitation prévus à l'alinéa précédent et peut déterminer d'autres situations où les bénéficiaires ont subi une diminution de revenus à la suite de la pandémie de COVID-19.

Art. 7. Les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective établis en Belgique ainsi que les organismes de gestion collective ayant un établissement en Belgique qui représentent les catégories de bénéficiaires visées à l'article 4 sont chargés de la distribution des montants de la mesure compensatoire sociale.

En exécution des articles 4 à 6, le Roi détermine quelles sociétés de gestion et organismes de gestion collective sont chargées de répartir une part du montant total de la compensation sociale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2021/21315]

4 JULI 2021. — Wet houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — Economie

Enig hoofdstuk. — *Compensatiemaatregel voor bepaalde auteurs en uitvoerende kunstenaars ter compensatie van de minderinkomsten uit auteursrecht en naburige rechten als gevolg van de COVID-19-pandemie*

Art. 2. § 1. Dit hoofdstuk voert een steunmechanisme in het kader van de COVID-19-pandemie bestaande uit een sociale compensatiemaatregel verbonden aan de minderinkomsten uit auteursrecht en naburige rechten in.

§ 2. Het totale budget voor deze sociale compensatiemaatregel bedraagt 19 107 088 euro.

§ 3. Dit bedrag wordt gefinancierd vanuit de begroting van de Staat.

Art. 3. Het steunmechanisme zoals bedoeld in artikel 2 heeft tot doel de vermindering van inkomsten uit auteursrecht en naburige rechten uit de exploitatiewijzen zoals bedoeld in artikel 6, geleden door auteurs en uitvoerende kunstenaars ten gevolge van de COVID-19-pandemie gedeeltelijk te compenseren.

Art. 4. De begunstigden van deze sociale compensatiemaatregel zijn natuurlijke personen of eenpersoonsvennootschappen.

De begunstigden dienen hun fiscale woonplaats in België te hebben.

Art. 5. De sociale compensatiemaatregel zoals bepaald in artikel 2 heeft als doel de vermindering van inkomsten gedurende de jaren 2020 en 2021 voor de begunstigden te compenseren.

Per begunstigde, bedraagt het maximumbedrag van de sociale compensatie 10 000 euro per referentiejaar. Bedragen van minder dan 150 euro per referentiejaar worden niet uitbetaald.

Het totaal bedrag van de sociale compensatie bedraagt in elk geval nooit meer dan 70 % van de effectief gederfde roerende inkomsten aan auteursrecht en naburige rechten in de jaren 2020 en 2021.

Indien een forfaitaire vergoeding wordt toegekend, bedraagt het maximumbedrag 500 euro. Bedragen lager dan 150 euro worden niet uitbetaald. Het vorig lid is in dat geval niet van toepassing.

Art. 6. Enkel de vermindering van inkomsten met betrekking tot de volgende exploitatiewijzen wordt in aanmerking genomen:

- de openbare uitvoering;
- de openbare opvoering.

De Koning kan de in het vorige lid bepaalde exploitatiewijzen nader preciseren of aanvullen en kan andere situaties waarin begunstigden als gevolg van de COVID-19-pandemie minderinkomsten hebben geleden bepalen.

Art. 7. De beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties die in België gevestigd zijn en de collectieve beheersorganisaties met een bijkantoor in België die de categorieën van begunstigden zoals bedoeld in artikel 4 vertegenwoordigen worden belast met de verdeling van de bedragen van de sociale compensatiemaatregel.

In uitvoering van de artikelen 4 tot 6 bepaalt de Koning welke beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties belast worden met de verdeling van een deel van het totale bedrag van de sociale compensatie.

La partie du montant total de la compensation octroyée aux sociétés de gestion et aux organismes de gestion collective telle que visée à l'alinéa 1^{er} est calculée sur la base des perceptions réduites dans le courant de l'année 2020 en rapport avec les formes d'exploitation telles que visées à l'article 6. Le Roi fixe le montant exact.

Le Roi peut déterminer les modalités de paiement aux bénéficiaires.

Art. 8. Les sociétés de gestion ou les organismes de gestion collective tels que visés à l'article 7 qui peuvent prouver qu'ils ont, en raison de la pandémie de COVID-19, renoncé volontairement à percevoir une partie des droits qui leur étaient dus contractuellement pour l'année 2020 et qui s'engagent, pour l'année 2021, à accorder un geste commercial aux utilisateurs de leur répertoire peuvent compenser les droits ainsi perdus en 2020 et 2021 par rapport aux ayants droit.

Les articles 4, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 3, et 9 ne sont pas applicables.

Le geste commercial est négocié par la société de gestion avec les redevables de la rémunération. Ce geste commercial comporte la remise de 5 mois au maximum par rapport à certains redevables de la rémunération, en fonction de la durée de la fermeture du commerce des redevables de la rémunération et du budget disponible pour la compensation.

Le Roi fixe les autres modalités d'exécution de cette disposition.

Art. 9. Par dérogation à l'article XI.256 du Code de droit économique, les sociétés de gestion de droits et les organismes de gestion collective, tels que désignés par le Roi à l'article 7, imputent des frais de gestion de maximum 5 % pour la répartition de la mesure de soutien.

Art. 10. § 1^{er}. Le Service de contrôle tel que visé à l'article I.16, § 1^{er}, 1^o, du Code de droit économique surveille l'application par les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective visés à l'article 7 et les mesures d'exécution des articles 6 à 8 et il recherche et constate les infractions à cet égard.

§ 2. La surveillance, la recherche et la constatation des infractions visées au paragraphe 1^{er} sont effectuées conformément aux articles XI.279 et XV.25/4 du Code de droit économique et les procédures visées aux articles XV.31/1 et XV.66/2 du même code peuvent être appliquées.

§ 3. Sont passibles d'une amende pénale allant de 26 et 50 000 euros, ceux qui:

1^o enfreignent les dispositions du présent chapitre ou de ses arrêtés d'exécution;

2^o entravent ou empêchent intentionnellement les personnes des services visés au paragraphe 1^{er} d'exécuter leur mission.

Art. 11. Les montants que les bénéficiaires reçoivent au titre de la mesure compensatoire sociale prévue aux articles 2 à 8 sont soumis, sur les plans social et fiscal, au même régime que les montants que les auteurs et les artistes interprètes ou exécutants ayant leur domicile fiscal en Belgique recevraient normalement, en dehors de la mesure compensatoire, des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective pour l'exploitation de leurs œuvres et prestations.

Art. 12. Par dérogation à l'article 130, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, il n'est pas tenu compte des montants perçus dans le cadre de la présente loi.

TITRE 3. — Finances

Chapitre unique. — Remboursement des droits d'accise pour la bière en cuves et en fûts invendable

Art. 13. Il est procédé au remboursement des droits d'accise pour la bière en cuves et en fûts devenue invendable suite à la fermeture obligatoire du secteur horeca qui a déjà été mise à la consommation et effectivement livrée à des établissements horeca à la condition que la bière en cuves et en fûts concernée a bien été reprise et détruite et qu'elle a été remplacée par la personne qui a mis la bière à la consommation, gratuitement ou du moins sans nouvelle facturation des droits d'accise, par de la bière de même nature et en même quantité.

L'administration procède, à la demande de la personne qui a mis la bière à la consommation, au remboursement du montant des droits d'accise qui avait déjà été payé sur la bière reprise, dans la mesure où

Het deel van het totale bedrag van de compensatie dat toegekend wordt aan de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zoals bedoeld in het eerste lid, wordt berekend op basis van de verminderde inningen in de loop van het jaar 2020 met betrekking tot de exploitatievormen zoals bedoeld in artikel 6. De Koning stelt het exacte bedrag vast.

De Koning kan de nadere regels inzake de uitbetaling aan de begunstigden bepalen.

Art. 8. De beheersvennootschappen of de collectieve beheersorganisaties zoals bedoeld in artikel 7 die kunnen bewijzen dat zij omwille van de COVID-19-pandemie vrijwillig afstand hebben gedaan van een deel van de contractueel aan hen verschuldigde rechten met betrekking tot het jaar 2020, en zich ertoe engageren voor wat betreft het jaar 2021 om een commerciële geste ten aanzien van de gebruikers van hun repertoire toe te kennen, kunnen de hierdoor in de jaren 2020 en 2021 gederfde rechten ten aanzien van de rechthebbenden compenseren.

De artikelen 4, eerste lid, 5, derde lid, en 9 zijn niet van toepassing.

De commerciële geste wordt door de beheersvennootschap onderhandeld met de betalingsplichtigen. Deze commerciële geste bedraagt de kwijtschelding van verschuldigde rechten van maximum 5 maanden ten aanzien van bepaalde betalingsplichtigen, naargelang de duur van de verplichte sluiting van de handelszaak van de betalingsplichtigen en het beschikbare budget voor de compensatie.

De Koning bepaalt de verdere uitvoeringsmodaliteiten van deze bepaling.

Art. 9. In afwijking van artikel XI.256 van het Wetboek van economisch recht rekenen de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties zoals aangeduid door de Koning in artikel 7 een beheerskost van ten hoogste 5 % aan voor de verdeling van de steunmaatregel.

Art. 10. § 1. De Controledienst zoals bedoeld in artikel I.16, § 1, 1^o, van het Wetboek van economisch recht oefent toezicht uit op de toepassing door de beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties bedoeld in artikel 7 en de uitvoeringsmaatregelen van artikelen 6 tot 8 en spoort inbreuken hierop op en stelt ze vast.

§ 2. Het toezicht, de opsporing en vaststelling van de inbreuken zoals bedoeld in paragraaf 1 wordt uitgeoefend overeenkomstig de artikelen XI.279 en XV.25/4 van het Wetboek van economisch recht, waarbij toepassing kan worden gemaakt van de procedures bedoeld in de artikelen XV.31/1 en XV.66/2 van hetzelfde Wetboek.

§ 3. Met een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 50 000 euro worden gestraft, zij die:

1^o inbreuken begaan op de bepalingen van dit hoofdstuk of haar uitvoeringsbesluiten;

2^o met opzet de personen van de diensten bedoeld in paragraaf 1 hinderen of beletten bij de uitvoering van hun opdracht.

Art. 11. De bedragen die de begunstigden ontvangen ingevolge de sociale compensatiemaatregel voorzien in de artikelen 2 tot 8 van deze wet, worden op sociaalrechtelijk en fiscaalrechtelijk vlak onderworpen aan hetzelfde regime als bedragen die auteurs en uitvoerende kunstenaars die in België hun fiscale woonplaats hebben buiten de sociale compensatiemaatregel normalerwijze zouden ontvangen van beheersvennootschappen en collectieve beheersorganisaties voor de exploitatie van hun werken en prestaties.

Art. 12. In afwijking van artikel 130, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt geen rekening gehouden met de bedragen ontvangen in het kader van deze wet.

TITEL 3. — Financiën

Enig hoofdstuk. — Terugbetaling van accijnzen voor onverkoopbaar tankbier en bier in vaten

Art. 13. Terugbetaling van accijnzen wordt verleend voor tankbier en bier in vaten dat reeds in verbruik werd gesteld en effectief werd geleverd aan horecagelegenheden, en dat onverkoopbaar is geworden ingevolge de verplichte sluiting van de horecasector, op voorwaarde dat het betrokken tankbier en bier in vaten effectief werd teruggenomen en vernietigd, en kosteloos of ten minste zonder nieuwe doorrekening van accijnzen werd vervangen door bier van dezelfde aard en in dezelfde hoeveelheid door de persoon die het bier in verbruik heeft gesteld.

De administratie gaat, op verzoek van de persoon die het bier in verbruik heeft gesteld, over tot terugbetaling van het bedrag aan accijnzen dat reeds werd betaald op het teruggenomen bier, voor zover

il peut être démontré sur base des pièces comptables et de toute autre pièce présentées que les obligations prévues au présent article ont été respectées.

Le Roi définit les mesures de contrôle et la procédure d'octroi du remboursement des droits d'accise.

La présente mesure est d'application pour la bière en cuves et en fûts mise à la consommation entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 octobre 2020 et qui a été remplacée entre le 1^{er} avril 2021 et le 30 septembre 2021.

TITRE 4. — *Affaires sociales*

Chapitre unique. — *La réduction groupe-cible des cotisations de sécurité sociale dans le cadre de la relance*

Art. 14. Une réduction groupe-cible est octroyée conformément aux conditions et modalités déterminées aux articles 16 à 20 inclus aux employeurs et aux personnes assimilées aux employeurs, visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs à condition – et pour autant – qu'ils ressortent du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Art. 15. Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

1° "réduction groupe-cible": la réduction de cotisations visée au Titre IV, chapitre 7, section 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002;

2° "mu": la fraction des prestations, déterminé de la façon prévue à l'article 2, 2°, g), de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale;

3° "mu (glob)": la somme de toutes les occupations d'un travailleur auprès d'un même employeur pendant un trimestre;

4° "mu (glob) total": la somme des "mu (glob)" de tous les travailleurs employés par le même employeur;

5° "G1" et "G17": les montants de la réduction visés à l'article 336 de la loi programme (I) précitée du 24 décembre 2002;

6° "unité d'établissement": lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité de l'entité enregistrée ou à partir duquel elle est exercée;

7° "employeur lourdement impacté": un employeur est considéré comme lourdement impacté lorsque le volume de travail, calculé sur la base du "mu (glob) total", du premier trimestre de 2021 est 50 % inférieur à celui du premier trimestre 2020 ou au quatrième trimestre 2020 50 % inférieur par rapport au quatrième trimestre 2019. Cette comparaison est faite au niveau de l'employeur. Le calcul se fait sur base des données de la DmfA à la date du 1^{er} juillet 2021 sans prise en compte des adaptations ou rectifications après le 1^{er} juillet 2021.

Art. 16. Au troisième trimestre 2021, une réduction groupe-cible sera accordée pour un maximum de cinq travailleurs par unité d'établissement à la condition qu'au niveau de l'employeur il y ait une augmentation du volume de travail au troisième trimestre 2021 par rapport au volume de travail au premier trimestre 2021, calculé sur la base du "mu (glob) total". L'augmentation requise dépend du nombre moyen de travailleurs, calculé conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 2009 déterminant la période de référence et les modalités du calcul de la moyenne des travailleurs occupés pendant cette période de référence en vue de la perception, par l'Office national de Sécurité sociale, des cotisations visées aux articles 58 et 60 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises et de la cotisation visée à l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 9°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés:

1° pour les employeurs qui occupent en moyenne moins de 50 travailleurs, cette augmentation doit être d'au moins 25 %;

2° pour les employeurs qui occupent en moyenne entre 50 et 499 travailleurs, cette augmentation doit être d'au moins 20 % avec une augmentation minimale du "mu (glob) total" égale à 12,5;

3° pour les employeurs qui occupent en moyenne 500 travailleurs ou plus, cette augmentation doit être d'au moins 10 % avec une augmentation minimale du "mu (glob) total" égale à 100.

op basis van voorgelegde boekhoudkundige en andere stukken kan worden aangetoond dat de verplichtingen voorzien in dit artikel werden nageleefd.

De Koning bepaalt de controlemaatregelen en de procedure van toekenning van terugbetaling van accijnzen.

Deze maatregel is van toepassing op alle inverbruikstellingen van tankbier en bier in vaten vanaf 1 juni 2020 tot en met 30 oktober 2020, dat werd vervangen tussen 1 april 2021 en 30 september 2021.

TITEL 4. — *Sociale zaken*

Enig hoofdstuk. — *Doelgroepvermindering van socialezekerheidsbijdragen in het kader van de relance*

Art. 14. Er wordt een doelgroepvermindering toegekend volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald in de artikelen 16 tot 20 aan de werkgevers en de personen die hiermee worden gelijkgesteld, bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wanneer en voor zover zij onder het toepassingsgebied vallen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Art. 15. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° "doelgroepvermindering": de vermindering van bijdragen bedoeld in Titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, van de programmawet (I) van 24 december 2002;

2° "mu": de prestatiebreuk van de prestaties, zoals berekend overeenkomstig artikel 2, 2°, g), van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen;

3° "mu (glob)": de som van alle tewerkstellingen van een werknemer bij een en dezelfde werkgever tijdens een kwartaal;

4° "totale mu (glob)": de som van de "mu (glob)"s van alle bij dezelfde werkgever in dienst zijnde werknemers;

5° "G1" en "G17": de verminderingsbedragen bedoeld in artikel 336 van de voormelde programmawet (I) van 24 december 2002;

6° "vestigingseenheid": een plaats die men geografisch gezien kan identificeren door een adres, waar ten minste een activiteit van de geregistreerde entiteit wordt uitgeoefend of van waaruit de activiteit wordt uitgeoefend;

7° "zwaar getroffen werkgever": een werkgever wordt beschouwd als zwaar getroffen wanneer het arbeidsvolume, berekend op basis van de "totale mu (glob)", tijdens het eerste kwartaal 2021 50 % lager ligt dan in het eerste kwartaal 2020 of tijdens het vierde kwartaal 2020 50 % lager ligt dan in het vierde kwartaal 2019. Deze vergelijking gebeurt op het niveau van de werkgever. De berekening gebeurt op basis van de gegevens van de DmfA, op 1 juli 2021 waarbij wijzigingen of rechtzettingen na 1 juli 2021 niet in aanmerking worden genomen.

Art. 16. In het derde kwartaal 2021 wordt een doelgroepvermindering toegekend voor maximum vijf werknemers per vestigingseenheid op voorwaarde dat er op het niveau van de werkgever een toename is van het arbeidsvolume in het derde kwartaal 2021 ten opzichte van het arbeidsvolume in het eerste kwartaal 2021, berekend op basis van de "totale mu (glob)". De vereiste toename is afhankelijk van het gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers, berekend overeenkomstig artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 2009 waarbij de referentieperiode en de wijze worden bepaald waarop het gemiddelde van de tijdens deze referentieperiode tewerkgestelde werknemers wordt berekend met het oog op de inning, door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, van de bijdragen bedoeld in de artikelen 58 en 60 van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen en van de bijdrage bedoeld in artikel 38, § 3, eerste lid, 9°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers:

1° voor de werkgevers die gemiddeld minder dan 50 werknemers tewerkstellen, dient deze toename minstens 25 % te bedragen;

2° voor de werkgevers die gemiddeld tussen de 50 en de 499 werknemers tewerkstellen dient deze toename minstens 20 % te bedragen, met een minimale verhoging van de "totale mu (glob)" gelijk aan 12,5;

3° voor de werkgevers die gemiddeld 500 of meer werknemers tewerkstellen dient deze toename minstens 10 % van het arbeidsvolume, met een minimale verhoging van de "totale mu (glob)" gelijk aan 100.

Art. 17. Ni l'augmentation du personnel mentionné à l'article précédent, ni la diminution du personnel mentionnée à l'article 15, 7°, ne peuvent résulter d'une opération de restructuration légale visée aux articles 12:2 à 12:10, 12:101 et 12:103 du Code des sociétés et des associations.

Art. 18. Le montant de la réduction groupe-cible est:

1° pour les employeurs lourdement impactés: G17 pour un maximum de cinq travailleurs par unité d'établissement;

2° pour les autres employeurs: G1 pour un maximum de cinq travailleurs par unité d'établissement.

Art. 19. Les articles 324 à 328 inclus, 335 à 338 inclus, 353^{ter} et 353^{quater} de la loi-programme (I) précitée du 24 décembre 2002 ainsi que les articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale sont applicables aux réductions groupe-cible octroyées en application du présent chapitre.

Art. 20. Pour bénéficier de la réduction, l'employeur doit respecter les conditions suivantes:

1° garder en service les travailleurs pour lesquels la réduction groupe-cible est appliqué de manière ininterrompue pendant le trimestre concerné par cette réduction groupe-cible, sauf si le travailleur a lui-même démissionné ou a été licencié pour motif grave;

2° s'abstenir au cours de 2021:

- a) de la distribution de dividendes aux actionnaires;
- b) de la distribution de bonus aux membres du conseil d'administration et au personnel de direction de l'entreprise;
- c) du rachat d'actions propres;

3° aux deuxième et troisième trimestres 2021, ne pas avoir annoncé ni annoncer un licenciement collectif tel que visés à l'article 6 de la convention collective de travail n° 24 du 2 octobre 1975 concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs;

4° il doit utiliser le système de caisse enregistreuse, tel que défini dans l'arrêté royal du 30 décembre 2009 fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca, si cela est obligatoire conformément à l'article 21^{bis} de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

5° il doit se conformer en 2021 aux dispositions contenues dans les conventions collectives de travail sectorielles visées aux articles 12 et 13 de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable ou, à défaut d'existence de telles conventions, il doit respecter les dispositions visées aux articles 14 et 15 de la même loi ainsi que celles contenues dans l'arrêté royal du 5 décembre 2017 portant exécution de la section 1^{re} du chapitre 2, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable, dans la mesure où elles s'appliquent à lui.

Art. 21. Sont chargés de surveiller le respect des dispositions du présent chapitre, les inspecteurs sociaux des services ou les institutions suivants:

- 1° l'Office national de Sécurité Sociale;
- 2° l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- 3° la Direction Générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;
- 4° la Direction Générale Contrôle du bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;
- 5° l'Office national de l'emploi;
- 6° l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Les inspecteurs sociaux disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 39 et 43 à 49 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'initiative ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance relative au respect des dispositions du présent chapitre.

Art. 17. De toename van het personeel bedoeld in het vorige artikel, noch de afname van het personeel bedoeld in artikel 15, 7°, mag het gevolg zijn van een juridische herstructureringsoperatie zoals bedoeld in de artikelen 12:2 tot 12:10, 12:101 en 12:103 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Art. 18. Het bedrag van de doelgroepvermindering bedraagt:

1° voor de zwaar getroffen werkgevers: G17 voor maximum vijf werknemers per vestigingseenheid;

2° voor de andere werkgevers: G1 voor maximum vijf werknemers per vestigingseenheid.

Art. 19. De artikelen 324 tot en met 328, 335 tot en met 338, 353^{ter} en 353^{quater} van de voormelde programmawet (I) van 24 december 2002 alsook de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen vinden toepassing op de doelgroepverminderingen toegekend in toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 20. Om de vermindering te kunnen genieten, dient de werkgever de volgende voorwaarden na te leven:

1° hij moet de werknemers waarvoor hij de doelgroepvermindering toepast, ononderbroken in dienst houden gedurende het kwartaal waarop deze doelgroepvermindering betrekking heeft, behoudens indien de werknemer zelf ontslag neemt of ontslagen wordt om dringende reden;

2° hij moet zich in 2021 onthouden van:

- a) het uitkeren van dividendes aan aandeelhouders;
- b) het uitkeren van bonussen aan de leden van de raad van bestuur en aan het leidinggevend personeel van de onderneming;
- c) het inkopen van eigen aandelen;

3° hij mag in het tweede en derde kwartaal van 2021 geen collectief ontslag aangekondigd hebben of aankondigen, zoals bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 24 van 2 oktober 1975 betreffende de informatie en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers met betrekking tot het collectief ontslag;

4° hij moet gebruik maken van het geregistreerd kassasysteem, zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 30 december 2009 tot het bepalen van de definitie en de voorwaarden waaraan een geregistreerd kassasysteem in de horecasector moet voldoen, indien dit is opgelegd overeenkomstig artikel 21^{bis} van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

5° hij moet in 2021 de bepalingen naleven die opgenomen zijn in de sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten bedoeld in de artikelen 12 en 13 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk, of, bij gebreke aan dergelijke overeenkomsten, moet hij de bepalingen naleven bedoeld in de artikelen 14 en 15 van dezelfde wet evenals deze in het koninklijk besluit van 5 december 2017 houdende uitvoering van afdeling 1 van hoofdstuk 2 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk, voor zover deze op hem van toepassing zijn.

Art. 21. De sociaal inspecteurs van de volgende diensten of instellingen zijn belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk:

- 1° de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- 2° het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen;
- 3° de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;
- 4° de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het Werk van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;
- 5° de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;
- 6° het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

De sociaal inspecteurs beschikken over de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 23 tot 39 en 43 tot 49 van het Sociaal Strafwetboek wanneer zij, ambtshalve of op verzoek, optreden in het kader van hun opdracht tot informatie, bemiddeling en toezicht inzake de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 22. Dans l'article 336 de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "ou G16" sont à chaque fois remplacés par les mots ", G16 ou G17" ;

2° la phrase "L'article 337 n'est pas d'application." est complétée par la phrase suivante: "G17 est égal à 2 400 euros."

Art. 23. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

TITRE 5. — *Emploi*

Chapitre 1^{er}. — *Octroyer aux employeurs qui occupent des travailleurs manuels qui relèvent de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière (PC 302) une réduction des cotisations de sécurité sociale destinées au régime des vacances légales des travailleurs manuels et à octroyer une subvention à l'Office national des vacances annuelles*

Art. 24. À l'article 38, § 3, 8°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982 et modifié en dernier lieu par la loi du 7 juin 2015, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:

"En ce qui concerne les travailleurs manuels qui relèvent de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière (PC 302), pour les quatre trimestres de l'année 2020, le taux de cotisation de 15,84 p.c. visé à l'alinéa 2 est remplacé par le taux de 5,57 p.c. et la part comprise dans cette cotisation versée annuellement dans le cours de l'année qui suit l'exercice de vacances est de 0,00 p.c."

Art. 25. Une subvention inscrite au budget du SPF Sécurité sociale est accordée à l'Office national des vacances annuelles pour l'année 2021 afin de compenser la réduction des cotisations de sécurité sociale destinées au régime des vacances légales des travailleurs manuels qui relèvent de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière (PC 302) prévue par l'article 38, § 3, 8°, alinéa 3, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le montant de cette subvention est fixé à 110 000 000 euros.

Le montant visé à l'alinéa 2 est versé à l'Office national des vacances annuelles au plus tard le 31 juillet 2021.

Art. 26. Le présent chapitre produit ses effets le 15 juin 2021.

Chapitre 2. — *Élargissement de la capacité de travail des étudiants par la neutralisation des heures prestées pour le troisième trimestre 2021*

Art. 27. Par dérogation à l'article 17bis, paragraphes 1^{er} et 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les heures prestées lors du troisième trimestre 2021 ne sont pas prises en compte dans le calcul du contingent annuel de 475 heures.

Art. 28. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

Chapitre 3. — *Mesures spécifiques pour le secteur des titres-services*

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice des obligations en matière de prévention, sécurité et protection au travail, les employeurs qui occupent des travailleurs dans les liens d'un contrat de travail titres-services tel que visé au chapitre II de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, mettent à la disposition de ces travailleurs au minimum le matériel suivant:

1° soit, par semaine, un nombre de masques buccaux jetables au moins égal au nombre de lieux de travail où le travailleur est employé par jour, augmenté du nombre de masques buccaux jetables supplémentaires par prestation de plus de 4 heures sur un même lieu de travail;

soit, un lot de masques buccaux réutilisables dont le nombre est au moins égal au nombre de lieux de travail où le travailleur est employé par semaine augmenté du nombre de masques buccaux réutilisables supplémentaires par prestation de plus de 4 heures sur un même lieu de travail.

Les masques buccaux réutilisables doivent être renouvelés au moins toutes les 15 semaines ou, sur demande du travailleur, en cas d'usure ou de détérioration;

2° du gel désinfectant ou un produit similaire destiné à désinfecter les mains avant, pendant et après les différentes prestations.

Art. 22. In artikel 336 van de programmawet (I) van 24 december 2002 betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of G16" worden telkens vervangen door de woorden ", G16 of G17";

2° de zin "Artikel 337 is niet van toepassing." wordt aangevuld met de volgende zin: "G17 is gelijk aan 2 400 euro."

Art. 23. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2021.

TITEL 5. — *Werk*

Hoofdstuk 1. — *Toekenning van een vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen bestemd voor het wettelijk vakantiestelsel voor handarbeiders aan de werkgevers die handarbeiders tewerkstellen die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf (PC 302) vallen, en tot toekenning van een toelage aan de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie*

Art. 24. In artikel 38, § 3, 8°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 7 juni 2015, wordt tussen het tweede en het derde lid, een lid ingevoegd, luidende:

"Wat de handarbeiders betreft die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf (PC 302) vallen wordt, voor de vier kwartalen van 2020, het bijdragepercentage van 15,84 pct., bedoeld in het tweede lid, vervangen door het bijdragepercentage van 5,57 pct. en het gedeelte begrepen in deze bijdrage dat slechts jaarlijks gestort wordt in de loop van het jaar dat volgt op het vakantiedienstjaar wordt vastgesteld op 0,00 pct."

Art. 25. Een toelage die in de begroting van de FOD Sociale Zekerheid is opgenomen, wordt aan de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie toegekend voor het jaar 2021 ter compensatie van de vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen bestemd voor het wettelijk vakantiestelsel voor de handarbeiders die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf (PC 302) vallen voorzien in artikel 38, § 3, 8°, derde lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Het bedrag van deze toelage wordt vastgesteld op 110 000 000 euro.

Het in het tweede lid bedoelde bedrag wordt uiterlijk op 31 juli 2021 aan de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie betaald.

Art. 26. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 15 juni 2021.

Hoofdstuk 2. — *Uitbreiding van de mogelijkheid tot studentenaarbeid door de tijdens het derde kwartaal 2021 gepresteerde uren te neutraliseren*

Art. 27. In afwijking van artikel 17bis, paragrafen 1 en 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, worden de tijdens het derde kwartaal van 2021 gepresteerde uren niet in aanmerking genomen voor de berekening van het jaarlijkse contingent van 475 uren.

Art. 28. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2021.

Hoofdstuk 3. — *Specifieke maatregelen voor de sector van de dienstencheques*

Art. 29. § 1. Onverminderd de verplichtingen inzake preventie, veiligheid en bescherming op het werk, voorzien de werkgevers die werknemers tewerkstellen met een arbeidsovereenkomst dienstencheques zoals bedoeld in hoofdstuk II van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, hun werknemers minstens van volgende materialen:

1° hetzij, per week, wegwerp mondkmaskers waarvan het aantal minstens gelijk is aan het aantal werkplaatsen waar de werknemer gedurende één dag tewerkgesteld wordt, verhoogd met het aantal extra wegwerp mondkmaskers per prestatie van meer dan 4 uur op dezelfde werkplaats;

hetzij een set herbruikbare mondkmaskers, waarvan het aantal minstens gelijk is aan het aantal werkplaatsen waar de werknemer per week werkzaam is, verhoogd met het aantal extra herbruikbare mondkmaskers per prestatie van meer dan 4 uur op dezelfde werkplaats.

Herbruikbare mondkmaskers worden ten minste om de 15 weken vernieuwd of, op verzoek van de werknemer, in geval van slijtage of verslechtering;

2° desinfecterende gel of een gelijkaardig product om de handen te kunnen ontsmetten voor, tijdens en na de verschillende prestaties.

§ 2. Lorsque le travailleur constate qu'il ne peut pas commencer ou continuer à travailler dans des conditions sûres parce que les mesures de prévention visées à l'article 2, § 2, de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ne sont pas respectées, il prévient immédiatement son employeur et a le droit de suspendre ses prestations de travail tant que la situation persiste. S'il ne peut être remédié à cette situation à court délai, le travailleur a le droit, avec l'accord de son employeur de quitter le lieu de travail. Le travailleur a, en tout cas, le droit de quitter le lieu de travail si la situation perdure plus longtemps que la moitié de la durée prévue de sa prestation de travail.

Art. 30. Dans l'article 238, alinéa 1^{er}, du Code pénal social, la première phrase est complétée par les mots suivants: "ou à l'article 29 de la loi du 4 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie de COVID-19".

Art. 31. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 30 septembre 2021.

Le Roi peut reporter de trois mois la date d'expiration de ce délai par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Le Ministre de l'Economie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre des Affaires sociales,
Fr. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambres des représentants (www.lachambre.be) :
Documents : 55 - 2002
Compte rendu intégral : 1^{er} juillet 2021.

§ 2. Wanneer de werknemer vaststelt dat hij het werk niet in veilige omstandigheden kan aanvatten of verderzetten omdat de preventie-maatregelen bedoeld in artikel 2, § 2, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken niet worden toegepast, verwittigt hij zijn werkgever hiervan onmiddellijk en heeft hij het recht om zijn prestaties op te schorten zolang de situatie aanhoudt. Indien de situatie op korte termijn niet opgelost kan worden, heeft de werknemer, met het akkoord van zijn werkgever, het recht om de arbeidsplaats te verlaten. De werknemer heeft in elk geval het recht om de werkplaats te verlaten indien de situatie langer dan de helft van de voorziene prestatietijd duurt.

Art. 30. In artikel 238, eerste lid, van het Sociaal Strafwetboek wordt de eerste zin aangevuld met de volgende woorden: "of artikel 29 van de wet van 4 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie".

Art. 31. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op uitwerking te hebben op 30 september 2021.

De Koning kan de datum van uitwerkingstreding met drie maanden uitstellen via een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 juli 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Sociale Zaken,
Fr. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Stukken : 55-2002
Integraal verslag : 1 juli 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/42542]

4 JUILLET 2021. — Loi portant transposition de directives et mise en oeuvre de règlements européens en matière financière (I) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DISPOSITION GENERALES

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose

1° partiellement la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif;

2° partiellement la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2021/42542]

4 JULI 2021. — Wet betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget (I) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in

1° de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/1160 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 tot wijziging van richtlijnen 2009/65/EG en 2011/61/EU met betrekking tot de grensoverschrijdende distributie van instellingen voor collectieve belegging;

2° de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/2177 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2019 tot wijziging van richtlijn 2009/138/EG betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf (Solvabiliteit II), richtlijn 2014/65/EU betreffende markten voor financiële instrumenten, en